



Assemblée générale

Distr. générale
14 avril 2022
Français
Original : anglais/français

Conseil des droits de l'homme

Cinquantième session

13 juin-8 juillet 2022

Point 6 de l'ordre du jour

Examen périodique universel

Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel*

Togo

* L'annexe n'a pas été revue par les services d'édition ; elle est distribuée dans la langue de l'original seulement.



Introduction

1. Le Groupe de travail sur l'Examen périodique universel, créé par la résolution 5/1 du Conseil des droits de l'homme, a tenu sa quarantième session du 24 janvier au 11 février 2022. L'Examen concernant le Togo a eu lieu à la 1^{re} séance, le 24 janvier 2022. La délégation du Togo était dirigée par le Ministre des droits de l'homme, de la formation à la citoyenneté, et des relations avec les institutions de la République, Christian Eninam Trimua. À sa 10^e séance, le 28 janvier 2022, le Groupe de travail a adopté le présent rapport concernant le Togo.
2. Le 12 janvier 2022, afin de faciliter l'Examen concernant le Togo, le Conseil des droits de l'homme avait constitué le groupe de rapporteurs (troïka) suivant : Émirats arabes unis, Érythrée et Ukraine.
3. Conformément au paragraphe 15 de l'annexe à la résolution 5/1 et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil, les documents ci-après avaient été établis en vue de l'Examen concernant le Togo :
 - a) Un rapport national établi conformément au paragraphe 15 (al. a))¹ ;
 - b) Une compilation établie par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH) conformément au paragraphe 15 (al. b))² ;
 - c) Un résumé établi par le HCDH conformément au paragraphe 15 (al. c))³.
4. Une liste de questions élaborée à l'avance par l'Allemagne, la Belgique, le Bénin, l'Espagne, les États-Unis d'Amérique, le Liechtenstein, le Panama, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la Slovaquie et l'Uruguay avait été transmise au Togo par l'intermédiaire de la troïka. Cette liste peut être consultée sur le site Web de l'Examen périodique universel.

I. Résumé des débats

A. Exposé de l'État objet de l'Examen

5. La délégation togolaise a souligné les initiatives prises par le Gouvernement afin de mettre en œuvre les recommandations acceptées lors du cycle précédent de l'Examen périodique universel. Le Togo avait présenté ses rapports périodiques aux organes conventionnels, notamment au Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, en 2016, à la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, en 2018, au Comité contre la torture, en 2018, et au Comité des droits de l'homme, en 2019. Le Togo avait ratifié en 2020 la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, et adhéré en 2021 à la Convention relative au statut des apatrides, de 1954, ainsi qu'à la Convention sur la réduction des cas d'apatridie, de 1961.
6. La réforme constitutionnelle du 15 mai 2019 avait permis la constitutionnalisation de la peine de mort, de l'interdiction des peines à perpétuité, de la limitation du nombre de mandats et du mode de scrutin pour l'élection du Président de la République, et de la limitation du nombre et de la durée des mandats pour les députés, les sénateurs, les collectivités territoriales et les instances dirigeantes des institutions de la République. Les réformes législatives avaient permis de renforcer l'indépendance, d'étendre la saisine et d'améliorer le fonctionnement des institutions de la République dans la protection des droits de l'homme, notamment la Cour constitutionnelle, la Commission nationale des droits de l'homme, la Cour des comptes, la Haute Autorité de l'audiovisuel et de la communication, et la Haute Autorité de prévention et de lutte contre la corruption et les infractions assimilées.

¹ [A/HRC/WG.6/40/TGO/1](#).

² [A/HRC/WG.6/40/TGO/2](#).

³ [A/HRC/WG.6/40/TGO/3](#).

7. La Politique nationale pour l'équité et l'égalité de genre et son plan d'action avaient été actualisés en 2019. À partir de 2018, le Togo avait accéléré la promotion de la place des femmes dans la gestion des affaires publiques. Plusieurs d'entre elles avaient été ainsi portées à la tête de nombre d'institutions, notamment aux postes de présidente de l'Assemblée nationale, de premier ministre et chef du Gouvernement, de présidente de la Commission nationale des droits de l'homme, de ministre et secrétaire générale de la présidence de la République, ou de ministre des armées. On comptait par ailleurs 35 % de femmes dans le Gouvernement actuel et 30 % de présidentes dans les institutions de la République.

8. Une commission nationale de lutte contre la traite des personnes avait été créée en 2021 et ses membres, nommés. Le mécanisme national de prévention de la torture avait été confié à la Commission nationale des droits de l'homme, pour lutter contre la torture et les autres peines et traitements cruels, inhumains ou dégradants. Malgré la suspension des visites aux détenus depuis le 13 avril 2020, en raison de la propagation de la maladie à coronavirus (COVID-19), les visites de la Commission nationale des droits de l'homme et des autres mécanismes de contrôle des lieux de détention étaient maintenues, et leurs recommandations étaient examinées avec intérêt par le Gouvernement.

9. S'agissant de l'indépendance de la justice, la loi du 30 octobre 2019 portant Code de l'organisation judiciaire établissait une nouvelle organisation judiciaire plus moderne et accessible, qui renforçait la spécialisation, l'indépendance de la justice et l'accès équitable à une justice de proximité. Le Togo avait renforcé l'accès gratuit à la justice de proximité en créant et en opérationnalisant 14 maisons de justice, qui étaient des lieux de conciliation, de médiation et de promotion des modes alternatifs de règlement des litiges.

10. Une importante réforme du cadre juridique de la presse et des médias avait été engagée depuis 2020 pour renforcer la liberté d'expression et d'opinion, avec l'adoption d'un nouveau code de la presse et de la communication, puis la modification, en 2021, de la loi organique relative à la Haute Autorité de l'audiovisuel et de la communication, garantissant une très forte majorité, dans sa composition, aux professionnels de la presse et des médias, et un renforcement de la protection de tout utilisateur d'Internet, dont les journalistes, contre la cybercriminalité et les interceptions illégales des données. Une nouvelle modification de la loi fixant les conditions d'exercice de la liberté de réunion et de manifestation pacifiques publiques avait été adoptée le 11 octobre 2021, ce qui la mettait en conformité avec les propositions reçues et le contexte de sécurité particulier de la sous-région ouest-africaine.

11. Dans le cadre des mesures destinées à soulager les personnes vulnérables exposées aux conséquences de la COVID-19, le Gouvernement avait mis en place un programme de transferts monétaires électroniques, dont les femmes avaient été majoritairement bénéficiaires, et pris en charge des frais correspondant aux tranches sociales d'eau et d'électricité ainsi que la réduction des coûts de branchement au réseau.

12. Les personnes handicapées étaient pleinement intégrées dans la stratégie de développement, d'éducation et de santé. Un comité de suivi de l'inclusion sociale des personnes handicapées avait été créé en 2016.

B. Dialogue et réponses de l'État objet de l'Examen

13. Au cours du dialogue, 89 délégations ont fait des déclarations. Les recommandations faites à cette occasion figurent dans la partie II du présent rapport.

14. L'Allemagne a félicité le Togo de s'être employé à améliorer les conditions de détention et le fonctionnement du mécanisme national de prévention de la torture. Elle s'est dite préoccupée par la protection insuffisante accordée aux défenseurs des droits de l'homme, l'impunité dont jouissaient les membres des forces de sécurité et les restrictions imposées aux libertés d'expression, d'association et de réunion.

15. Le Ghana a salué les mesures prises par le Togo pour renforcer les institutions nationales des droits de l'homme et améliorer la qualité de l'enseignement, ainsi que pour engager des réformes judiciaires.

16. Haïti a pris note des réformes législatives qui avaient été menées et a accueilli favorablement l'adoption du Plan national de développement (2018-2022) visant à lutter contre la pauvreté. Il a encouragé les autorités togolaises à veiller à ce que le plan soit mis en œuvre.

17. L'Islande a formulé des recommandations.

18. L'Inde a salué l'harmonisation de la législation interne avec les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme que le Togo avait ratifiés, l'adoption de politiques et programmes sectoriels nationaux et les progrès accomplis pour promouvoir la participation des femmes au secteur public et au monde des affaires.

19. L'Indonésie a accueilli favorablement les progrès accomplis par le Togo pour renforcer sa législation relative aux droits de l'homme, en particulier la ratification la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille et sa gestion de la pandémie.

20. L'Iraq a salué les initiatives prises par le Togo pour promouvoir la démocratie, les droits de l'homme et la bonne gouvernance. Il s'est félicité des réformes engagées pour harmoniser les cadres normatifs et institutionnels nationaux avec les instruments internationaux pertinents relatifs aux droits de l'homme.

21. L'Irlande a salué la tenue d'élections municipales en 2019 et les mesures prises pour que les femmes participent davantage aux élections locales. Elle s'est dite préoccupée par les restrictions imposées aux libertés d'expression, d'association et de réunion pacifique et par les représailles dont les opposants politiques et les défenseurs des droits de l'homme faisaient l'objet.

22. L'Italie a salué la ratification du deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, visant à abolir la peine de mort, ainsi que les progrès accomplis pour promouvoir l'autonomisation des femmes et leur accès aux postes de responsabilité.

23. Le Kenya a accueilli favorablement les mesures positives prises en matière de promotion et de protection des droits de l'homme, ainsi que la coopération avec les mécanismes des droits de l'homme.

24. Le Liban s'est félicité de la collaboration du Togo avec les mécanismes internationaux des droits de l'homme, de l'inclusion des droits de l'homme dans les nouveaux programmes d'éducation civique des établissements d'enseignement primaire et secondaire et de l'adoption du Plan national de développement sanitaire (2017-2022), qui avait été aligné sur les objectifs de développement durable.

25. La Libye a félicité le Togo pour sa coopération avec les mécanismes des droits de l'homme et salué les mesures qu'il avait prises pour renforcer la participation des femmes à la vie politique et augmenter leurs chances d'accéder à des postes de direction.

26. Le Luxembourg a formulé des recommandations.

27. La Malaisie a encouragé le Togo à continuer de prendre des mesures concrètes pour promouvoir les droits de l'enfant, notamment dans le cadre de la lutte contre le travail des enfants, à s'attaquer aux disparités dans les taux de scolarisation des filles et des garçons dans l'enseignement secondaire et supérieur par des mesures inclusives et énergiques, et à renforcer les mesures en faveur de l'égalité des sexes.

28. Le Mali a salué la ratification de nombreux instruments juridiques régionaux et internationaux sur le statut des apatrides, la réduction du nombre de cas d'apatridie et la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des personnes âgées, ainsi que les mesures visant à garantir la cybersécurité et à protéger les données personnelles.

29. Les Îles Marshall ont salué les récentes modifications apportées à la Constitution, en particulier l'abolition de la peine de mort et de l'emprisonnement à perpétuité, qui démontraient ainsi l'engagement du Togo en faveur du droit à la vie.

30. La Mauritanie s'est félicitée de la ratification de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille. Elle a encouragé le Togo à poursuivre ses efforts en faveur de la protection des droits de l'homme.
31. Maurice a noté avec satisfaction que le Togo avait ratifié la Convention de l'Union africaine sur la cybersécurité et la protection des données à caractère personnel, et elle a salué les mesures qu'il avait prises pour démocratiser l'accès à l'éducation par une réduction de moitié des frais de scolarité pour les filles.
32. Le Mexique s'est félicité des mesures prises pour améliorer les conditions de détention et a salué les campagnes de sensibilisation visant à éliminer le travail des enfants et le mariage précoce.
33. Le Monténégro a accueilli favorablement les efforts visant à harmoniser la législation interne avec le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, ainsi que les mesures prises par le Togo face à la pandémie de COVID-19 et son plan de relance économique après la pandémie. Il a demandé de nouveau au Togo d'adresser une invitation permanente aux titulaires de mandat au titre des procédures spéciales.
34. Le Maroc a accueilli avec satisfaction les rapports soumis par le Togo aux organes conventionnels, qui portaient en particulier sur la torture, la discrimination raciale et les droits de l'enfant, ainsi que la visite de la Rapporteuse spéciale sur les formes contemporaines d'esclavage, y compris leurs causes et leurs conséquences.
35. Le Mozambique a félicité le Togo d'avoir ratifié la Convention relative au statut des apatrides et la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille.
36. La Namibie a salué les mesures positives que le Togo avait prises pour faire progresser les droits de l'homme, notamment l'adoption d'une limitation du nombre de mandats confiés au Président et aux autres responsables, afin de renforcer la bonne gouvernance et la démocratie.
37. Le Népal a accueilli avec satisfaction les améliorations apportées en matière d'éducation et l'adoption du décret relatif à la Commission nationale de lutte contre la traite des personnes et du Plan national de développement sanitaire (2017-2022).
38. Les Pays-Bas ont salué l'adoption de la loi sur la protection des défenseurs de droits de l'homme. Ils se sont dits préoccupés par les informations concernant des actes de torture, des mauvais traitements et un emploi excessif de la force de la part de membres d'unités de défense et de sécurité, notamment lors de manifestations de grande ampleur organisées par des partis politiques d'opposition et la société civile.
39. Le Nigéria a félicité le Togo de continuer de coopérer avec les mécanismes internationaux et régionaux de défense des droits de l'homme, d'avoir ratifié plusieurs instruments internationaux, d'avoir pris des mesures pour renforcer les cadres juridiques et institutionnels relatifs aux droits de l'homme et d'avoir accompli des progrès dans l'atténuation de la pauvreté et l'amélioration du sort des groupes vulnérables.
40. Le Pakistan a salué les mesures prises par le Togo pour améliorer l'accès à des moyens de subsistance, à la santé et à l'éducation, et pour mettre en œuvre les plans nationaux de développement et de santé et de lutte contre la COVID-19. Il a encouragé le Togo à poursuivre ses efforts tendant à améliorer les indicateurs socioéconomiques et à favoriser le bien-être de la population.
41. Le Panama a formulé des recommandations.
42. Les Philippines ont salué les mesures prises par le Togo pour promouvoir l'égalité des sexes et faire progresser les droits et l'autonomisation économique des femmes, et accueilli favorablement les programmes d'éducation et de formation aux droits de l'homme ainsi que la ratification, en 2020, de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille.
43. La Pologne a salué les mesures prises par le Togo pour améliorer l'accès des enfants à l'éducation par une augmentation du taux de scolarisation des filles dans l'enseignement primaire. Elle s'est dite préoccupée par la persistance du faible taux d'enregistrement des

naissances et a encouragé le Togo à continuer de sensibiliser la population à l'importance de faire enregistrer les naissances.

44. Répondant aux questions soumises à l'avance par les États, la délégation togolaise a souligné que, s'agissant des allégations de torture, les forces de sécurité exécutaient leurs missions dans le respect des textes en vigueur. Le Gouvernement avait renforcé le régime des sanctions. Ainsi, les fautes commises exposaient leurs auteurs à des poursuites disciplinaires et pénales, suivant leur degré de gravité. En 2021, 159 policiers et gendarmes avaient fait l'objet de diverses sanctions. Sur ces 159 agents, 55 avaient fait l'objet d'arrêt de rigueur, 50 avaient été exclus pour six mois sans solde, 33 avaient été radiés des effectifs, un avait été mis à la retraite anticipée, 13 avaient fait l'objet d'un avertissement et 7 avaient été radiés et déferés à la justice pour répondre de leurs actes.

45. Concernant les conditions de détention, la séparation catégorielle entre hommes et femmes, d'une part, et entre adultes et mineurs, d'autre part, était bien respectée, et la communication avec l'extérieur, la quantité et la qualité des repas servis ainsi que la santé des détenus avaient été améliorées. La grâce présidentielle avait été accordée en avril 2020 à 1 042 détenus, en réponse à la surpopulation carcérale dans le contexte de la lutte contre la pandémie de COVID-19. Plus de 95 % des détenus avaient reçu leurs doses de vaccination, de même que le personnel pénitentiaire.

46. S'agissant de la lutte contre la discrimination à l'égard des femmes et des filles au sein de la famille, il convenait de rappeler que le Code des personnes et de la famille de 2014 interdisait les pratiques coutumières qui constituaient une violence ou une discrimination à l'égard des femmes, en particulier les pratiques discriminatoires à l'égard des veuves. Les droits successoraux y étaient également renforcés, et la succession se faisait selon les textes prévus par le droit moderne. Le nouveau Code foncier et domanial de 2018 garantissait l'accès à la propriété foncière aux femmes au même titre qu'aux hommes.

47. Sur les questions relatives aux mariages précoces, au Togo, l'âge légal pour le mariage était de 18 ans révolus, sans discrimination liée au sexe, et le mariage forcé était interdit et puni.

48. En ce qui concernait la prise en charge des victimes de violence, un centre multifonctionnel avait été mis en place, en décembre 2021 à Lomé, offrant aux victimes une prise en charge intégrée sur les plans sanitaire, psychologique et juridique. En matière de répression des violences sexuelles à l'égard des femmes et des filles, il y avait eu 229 condamnations entre 2016 et 2019.

49. Le Portugal a salué les mesures prises pour améliorer le taux de scolarisation dans l'enseignement primaire et y réaliser la parité des sexes. Il a pris acte des réformes visant à consolider la démocratie et à renforcer l'état de droit.

50. Le Qatar a salué les efforts du Togo pour faire face à la pandémie de COVID-19 et accueilli avec satisfaction les mesures prises par le Togo et ses partenaires pour élargir l'accès à l'éducation et améliorer le système éducatif.

51. L'Arabie saoudite a noté de nombreux faits nouveaux positifs, notamment la mise en œuvre de mesures sanitaires, sociales et économiques, y compris de dispositifs de lutte contre la pandémie de COVID-19.

52. Le Sénégal a salué les mesures prises par le Togo pour élargir l'accès à l'éducation et améliorer la qualité de l'enseignement et de la formation, notamment grâce au renforcement des indicateurs de résultats du système éducatif. Il a salué les mesures prises par le Togo aux niveaux normatif et institutionnel pour mettre en œuvre les recommandations issues des cycles d'examen précédents.

53. La Serbie a pris note des réformes engagées pour mettre en œuvre les recommandations formulées au cours du cycle d'examen précédent.

54. La Sierra Leone a remarqué que le Togo avait pris des mesures pour faire progresser les droits des femmes et des enfants et avait ratifié la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille.

55. Singapour a pris acte des mesures adoptées pour améliorer l'exercice du droit à la santé et de la priorité accordée au dépistage, au traitement et à la vaccination pendant la pandémie de COVID-19.
56. La Slovénie a pris note des rapports faisant état de détentions arbitraires, de restrictions à la liberté de réunion, de l'incrimination des relations sexuelles consenties entre personnes de même sexe et de la persistance de la violence fondée sur le genre.
57. L'Afrique du Sud a salué les efforts déployés depuis le cycle d'examen précédent pour améliorer l'exercice des droits économiques et sociaux.
58. L'Espagne a salué les progrès réalisés par le Togo dans le domaine de l'éducation et le secteur de la santé. Elle s'est dite toutefois préoccupée par les graves restrictions dont les libertés fondamentales faisaient l'objet.
59. Sri Lanka a accueilli avec satisfaction l'élaboration d'une politique nationale de protection sociale pour la période 2020-2029, l'action menée en vue de rédiger une politique nationale de protection de l'enfance, la ratification de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille et le renforcement de la Commission nationale des droits de l'homme.
60. La Suisse a formulé des recommandations.
61. Le Timor-Leste a pris note des diverses initiatives prises par le Togo, notamment l'harmonisation de la législation nationale avec les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme que le Togo a ratifiés et la mise en œuvre des recommandations issues du cycle d'examen précédent.
62. La Tunisie a salué les mesures prises notamment pour réformer le système judiciaire, lutter contre la corruption, progresser en matière d'éducation, de santé et d'inclusion sociale, promouvoir les droits des enfants et des femmes et soutenir l'égalité des sexes.
63. L'Ukraine a salué les mesures que le Togo a prises, sur les plans social et économique et dans le domaine de la protection de la santé, moyennant l'adoption du Plan national de développement sanitaire et la mise en place de divers projets visant à garantir l'accès à des soins de santé de qualité. Des efforts accrus étaient nécessaires pour lutter contre le travail des enfants et les pratiques coutumières discriminatoires et pour garantir l'égalité entre les sexes.
64. Le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a pris note des progrès accomplis par le Togo en matière de démocratie, notamment des réformes constitutionnelles et de la première nomination d'une femme au poste de premier ministre. Il demeurait toutefois préoccupé par les allégations de violations des droits de l'homme, notamment les restrictions imposées à l'exercice des libertés d'expression et de réunion.
65. La République-Unie de Tanzanie a salué l'harmonisation de la législation avec les instruments internationaux, l'adoption de politiques et de programmes nationaux et sectoriels, ainsi que les initiatives prises pour promouvoir l'égalité des sexes, améliorer la santé de la mère et de l'enfant et faciliter l'accès à une eau propre et salubre.
66. Les États-Unis d'Amérique ont salué les efforts du Gouvernement pour organiser un dialogue politique avec les partis d'opposition au lendemain des élections présidentielles de 2020, en vue d'examiner les modifications à apporter au Code électoral et les moyens d'améliorer le déroulement des futures élections.
67. L'Uruguay a salué les efforts du Togo, notamment l'adoption d'une nouvelle politique de protection de l'enfance.
68. L'Ouzbékistan a pris note des mesures prises par le Togo pour protéger les droits de l'homme et atténuer l'impact de la pandémie de COVID-19.
69. La République bolivarienne du Venezuela a salué le Plan national de développement sanitaire (2017-2022) et les mesures prises pour promouvoir le droit à l'éducation, notamment le régime d'assurance « School assur ».
70. Le Viet Nam a salué les mesures prises par le Togo pour renforcer le cadre juridique et institutionnel de la promotion et de la protection des droits de l'homme et pour assurer

effectivement l'exercice des droits de l'homme dans le pays, en particulier dans le contexte de la pandémie de COVID-19. Il a également salué les initiatives nationales lancées par le Togo pour promouvoir l'égalité des sexes et réduire la pauvreté.

71. Le Yémen a salué les réalisations du Togo dans le domaine des droits de l'homme, notamment le renforcement des institutions constitutionnelles, l'adoption du Plan national de développement (2018-2022) et la ratification de plusieurs instruments internationaux.

72. L'Algérie a salué la ratification de la Convention relative au statut des apatrides et de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille.

73. L'Angola a félicité le Togo pour sa coopération avec les mécanismes du Conseil des droits de l'homme et pour les mesures qu'il avait prises depuis l'examen précédent pour lutter contre l'apatridie et l'exploitation des enfants.

74. L'Argentine a formulé des recommandations.

75. L'Arménie a salué les mesures prises pour lutter contre le VIH/sida et le paludisme. Elle a également pris acte des mesures prises par le Togo pour réduire la mortalité maternelle et infantile, améliorer l'accès à l'éducation et mettre en place un mécanisme national de prévention de la torture.

76. L'Australie s'est félicitée de l'adoption de l'amendement constitutionnel qui a permis d'abolir la peine de mort dans la Constitution togolaise. Elle s'est dite profondément préoccupée par les informations selon lesquelles les agents de sécurité et les forces de l'ordre commettraient des actes de torture et feraient un emploi excessif de la force.

77. L'Azerbaïdjan a salué les efforts déployés par le Togo pour harmoniser sa législation interne avec les instruments internationaux qu'il avait ratifiés, ainsi que les réformes entreprises au sein du système judiciaire et de l'administration pénitentiaire. Il a également loué les mesures prises par le Togo pour renforcer l'institution nationale des droits de l'homme.

78. Le Bangladesh a accueilli avec satisfaction la ratification de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille et l'initiative visant à élaborer une politique nationale de protection sociale et une politique de protection de l'enfance, ainsi que la poursuite des efforts visant à réduire la pauvreté.

79. La Barbade a félicité le Togo pour les mesures prises face à la pandémie de COVID-19, qui avaient permis de réduire au minimum les effets négatifs de la COVID-19 et de garantir l'exercice des libertés individuelles et collectives et la jouissance des droits politiques, sociaux, économiques et culturels.

80. La Belgique a salué les mesures que le Togo avait prises depuis l'examen précédent, tout en soulignant que des progrès supplémentaires pouvaient être réalisés.

81. Le Brésil s'est félicité de la ratification de la Convention relative au statut des apatrides et de la Convention sur la réduction des cas d'apatridie, ainsi que de l'élaboration du Plan national de développement sanitaire. Il a invité le Togo à ratifier le Protocole facultatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.

82. La délégation togolaise a souligné que la législation interne permettait aux femmes de transmettre la nationalité à leur enfant. L'acte de naissance étant une pièce centrale pour l'obtention de la nationalité, le Gouvernement avait décidé de la gratuité de l'enregistrement des naissances. La Commission nationale de lutte contre l'apatridie avait été créée et disposait d'un plan national de lutte contre l'apatridie. Le nouveau Code de la nationalité était en cours d'élaboration.

83. La loi relative à la composition, à l'organisation et au fonctionnement de la Commission nationale des droits de l'homme confiait à cette institution la mission de protection des défenseurs des droits de l'homme. Une loi relative à la protection des défenseurs des droits de l'homme était en cours d'élaboration selon une approche participative.

84. La liberté de réunion et de manifestation pacifiques publiques était garantie par l'article 30 de la Constitution et la loi du 16 mai 2011 modifiée en 2019, puis en 2021, dans un contexte de sécurité sous-régionale particulier. Les réaménagements apportés concernaient les itinéraires, les horaires et les zones, et tenaient compte des conclusions des travaux de la concertation nationale des acteurs politiques ainsi que des préoccupations exprimées par divers partenaires sur les modifications intervenues en 2019. Un observatoire des manifestations avait été mis en place pour mieux gérer les manifestations.

85. Le Gouvernement avait fait des efforts pour que chaque enfant eût droit à un acte de naissance. Les enfants n'ayant pas d'acte de naissance bénéficiaient tout comme les autres citoyens de tous les services sociaux, éducatifs et de santé.

86. En ce qui concernait la dépénalisation de la diffamation, la Constitution du 14 octobre 1992 reconnaissait la liberté d'opinion et la liberté de presse. Aucune instrumentalisation des lois destinée à restreindre indûment la liberté d'expression n'avait été documentée jusqu'à ce jour.

87. La richesse et le pluralisme des débats dans les médias et sur les réseaux sociaux dans le pays témoignaient de la vitalité de la liberté d'expression. Aucun État démocratique n'aurait pu exister sans des règles raisonnables qui encadraient l'exercice des libertés fondamentales.

88. Concernant une invitation permanente à adresser à toutes les procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme, le Togo restait ouvert aux demandes de visite que pouvaient lui adresser toutes les procédures spéciales, à tout moment. Le Togo n'avait pas reçu de demande de visite du Rapporteur spécial sur les droits de l'homme à l'eau potable et à l'assainissement. Le Gouvernement avait répondu à la communication conjointe que quatre rapporteurs spéciaux lui avaient adressée en 2019, au sujet des modifications apportées à la loi sur les rassemblements et manifestations pacifiques.

89. Concernant les discriminations en raison de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre, le Togo protégeait l'ensemble de ses concitoyens et les populations qui vivaient au Togo, quelle que soit leur origine, contre toutes les formes de discrimination, quels que soient la source, la motivation ou les moyens de ces discriminations. En revanche, en matière de dépénalisation des relations entre adultes consentants de même sexe, le Togo n'avait à ce stade ouvert aucune réflexion sur le sujet, du fait que les orientations homosexuelles ne faisaient pas partie des mœurs et des valeurs sociales togolaises. De la même manière, en ce qui concernait l'identité de genre, à part la classification hommes-femmes qui correspondait à l'identité biologique constatable, le Togo n'avait ouvert aucune réflexion sur les autres formes d'identité de genre.

90. La ratification du Statut de Rome de la Cour pénale internationale soulevait de nombreuses questions constitutionnelles et nécessitait une révision profonde de la Constitution togolaise, d'un point de vue institutionnel et normatif. En l'état des réflexions constitutionnelles et du débat politique au sein du pays, il n'était pas possible pour le Togo de ratifier le Statut de Rome. Toutefois, pour tenir compte de la nécessité d'une protection des droits de l'homme contre les infractions prévues par le Statut de Rome, le Togo, dans son Code pénal de 2015, avait internalisé l'ensemble des infractions prévues par le Statut de Rome en conservant les mêmes définitions, les mêmes éléments constitutifs et la même rédaction.

91. La Bulgarie a salué le renforcement de la Commission nationale des droits de l'homme, dont les membres sont élus par le Parlement, et la création du Comité national des droits de l'enfant.

92. Le Burkina Faso a apprécié les progrès réalisés dans la mise en œuvre des recommandations que le Togo avait acceptées lors de l'Examen de 2016, tout en soulignant que des problèmes subsistaient, notamment en matière de lutte contre la violence à l'égard des femmes et des filles.

93. Le Burundi a salué les initiatives prises pour harmoniser la législation interne avec les instruments internationaux que le Togo avait ratifiés, l'adoption de politiques et programmes nationaux ou sectoriels, l'élaboration d'une politique nationale de protection de l'enfance et

les mesures prises pour faire face à la COVID-19 et pour améliorer les conditions de détention des personnes privées de liberté.

94. Cabo Verde a félicité le Togo pour sa coopération avec les mécanismes des droits de l'homme des Nations Unies et son engagement constant envers le Conseil des droits de l'homme. Il a noté que les réformes mises en œuvre dans le pays méritaient le soutien constant de la communauté internationale afin d'aider le Togo à atteindre ses nobles objectifs.

95. Le Canada a salué les mesures prises par le Togo pour renforcer la Commission nationale des droits de l'homme.

96. Le Tchad a accueilli avec satisfaction les initiatives prises pour renforcer la coopération avec les mécanismes des droits de l'homme, notamment par l'harmonisation de la législation interne avec les instruments ratifiés et l'adoption de politiques et de programmes nationaux ou sectoriels.

97. Le Chili a souligné la mise en œuvre rapide d'un plan d'intervention socioéconomique pour faire face à la crise déclenchée par la pandémie de COVID-19.

98. La Chine a salué les efforts déployés pour améliorer l'exercice des droits de l'homme, notamment la mise en œuvre du Plan national de développement (2018-2022), les mesures de lutte contre la pauvreté et contre la pandémie de COVID-19, les évolutions en matière d'éducation et de santé et la protection des droits des groupes vulnérables.

99. Le Congo a salué les progrès importants réalisés en matière de bien-être de la population, notamment pour ce qui est de l'exercice des droits économiques, sociaux et culturels.

100. La Côte d'Ivoire a félicité le Togo d'avoir révisé le Code des personnes et de la famille, ratifié la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées et adopté le nouveau Code pénal.

101. Cuba a pris acte de la mise en œuvre des recommandations issues de l'Examen précédent, notamment des réformes législatives dans le domaine des droits de l'homme et des progrès réalisés dans les secteurs de la santé et de l'éducation.

102. La République démocratique du Congo a félicité le Togo d'avoir ratifié la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille et le Protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatif aux droits des personnes âgées en Afrique.

103. Le Danemark a pris note des progrès considérables réalisés par le Togo depuis l'Examen précédent.

104. Djibouti a salué les mesures prises pour renforcer le cadre normatif et institutionnel, en particulier grâce à la modification de la Constitution en date du 15 mai 2019 et aux réformes législatives visant à faire progresser la démocratie et l'état de droit par le renforcement des droits civils et politiques.

105. La République dominicaine a encouragé le Togo à continuer de prendre des mesures visant à renforcer son cadre normatif et institutionnel de protection des droits de l'homme.

106. L'Éthiopie a salué les efforts déployés pour mettre en œuvre les recommandations reçues au cours du deuxième cycle de l'Examen, l'augmentation du nombre de rapports périodiques qui ont été soumis et les modifications apportées à la législation interne, notamment à la Constitution.

107. Les Fidji ont félicité le Togo d'avoir mis en place une instance multipartite de collaboration entre le Gouvernement, la Commission nationale des droits de l'homme et d'autres parties prenantes en vue d'échanger des informations sur les questions relatives aux droits de l'homme.

108. La Finlande a salué les mesures prises pour accroître la participation des femmes à la vie politique et l'organisation d'élections municipales en 2019, une première en trente-sept ans.

109. La France a pris note des progrès accomplis, notamment de la mise en service du mécanisme national de prévention de la torture. Elle a fait observer en outre que la situation des droits de l'homme demeurait fragile.

110. La Géorgie a noté avec satisfaction les mesures prises pour mettre en place un plan d'intervention socioéconomique face à la crise liée à la COVID-19 et pour mieux protéger les droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels.

111. Le Botswana a félicité le Togo pour les mesures qu'il avait prises en vue de réduire les taux de mortalité maternelle et infantile. Il a noté avec préoccupation que seuls 51,7 % des élèves du premier cycle du secondaire terminaient leurs études, et que les enfants et les jeunes atteints d'albinisme se heurtaient à des obstacles qui les empêchaient d'exercer leur droit à l'éducation.

112. Les Maldives ont félicité le Togo pour les progrès accomplis en vue de promouvoir l'égalité des sexes grâce à l'élaboration et la mise en œuvre de programmes nationaux sur le leadership des femmes. Elles ont salué les mesures prises pour améliorer les conditions de détention des personnes privées de liberté, notamment comme suite à la pandémie de COVID-19.

113. L'Égypte a félicité le Togo pour sa coopération avec les mécanismes des droits de l'homme, pour l'adoption du Plan national de développement (2018-2022) et pour la mise en place de mesures visant à lutter contre la pauvreté.

114. Le Niger a accueilli favorablement l'adoption par le Togo d'une politique visant à éliminer la pauvreté et à garantir les droits à la santé et à l'éducation. Il encouragé le Togo à poursuivre les efforts engagés pour mettre fin à la pratique des mutilations génitales féminines.

115. La Zambie a souhaité la bienvenue à la délégation togolaise et l'a remerciée d'avoir présenté un rapport national très complet.

116. Le Gabon a salué les mesures prises par le Togo pour harmoniser sa législation interne avec les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme qu'il avait ratifiés, ainsi que les réformes constitutionnelles et législatives qu'il avait engagées pour abolir la peine de mort et lutter contre la traite des personnes, la violence fondée sur le genre, le mariage forcé et les mutilations génitales féminines.

117. La délégation togolaise a souligné que l'assurance maladie universelle avait été instituée par la loi du 18 octobre 2021 afin de garantir l'accès de toutes les couches sociales à des soins de santé de qualité. Le Togo était l'un des pays les plus engagés dans la vaccination contre la COVID-19, avec des résultats assez satisfaisants. En date du 20 janvier 2022, près de 2,5 millions de doses de vaccins avaient été administrées, soit une couverture vaccinale de 35,12 %.

118. Dans ses observations finales, la délégation togolaise, tout en soulevant les défis rencontrés dans la mise en œuvre des recommandations de l'Examen périodique universel, avait souligné qu'elle restait ouverte à la sollicitude, aux soutiens et à la collaboration avec les partenaires techniques et financiers pour la concrétisation de la vision des droits de l'homme du Togo.

II. Conclusions et/ou recommandations

119. Les recommandations ci-après seront examinées par le Togo, qui donnera une réponse en temps voulu, au plus tard à la cinquantième session du Conseil des droits de l'homme :

119.1 Ratifier le Statut de Rome de la Cour pénale internationale (Luxembourg) ;

119.2 Ratifier le Protocole facultatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (Luxembourg) ;

- 119.3 Adhérer aux instruments juridiques internationaux auxquels le Togo n'est pas encore partie, en particulier au Protocole facultatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (Ghana) ;
- 119.4 Poursuivre les efforts en vue de la ratification des instruments internationaux et coopérer avec les mécanismes de protection des droits de l'homme (Maroc) ;
- 119.5 Ratifier le Protocole facultatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (Namibie) ;
- 119.6 Ratifier la Convention de 2011 sur les travailleuses et travailleurs domestiques (n° 189) de l'Organisation internationale du Travail (Namibie) ;
- 119.7 Adresser une invitation permanente aux titulaires de mandat au titre des procédures spéciales et autoriser les visites, notamment celles du Groupe de travail sur la détention arbitraire, du Rapporteur spécial sur les droits à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association et du Rapporteur spécial sur les droits de l'homme à l'eau potable et à l'assainissement (Pologne) ;
- 119.8 Ratifier le Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (Portugal) ;
- 119.9 Poursuivre la procédure d'adhésion à la Convention de 1961 sur la réduction des cas d'apatridie (Sénégal) ;
- 119.10 Accélérer le processus d'adhésion à la Convention de 1954 relative au statut des apatrides et à la Convention de 1961 sur la réduction des cas d'apatridie (Sierra Leone) ;
- 119.11 Ratifier le Protocole facultatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (Sierra Leone) ;
- 119.12 Signer et ratifier le Protocole facultatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (Slovénie) ;
- 119.13 Ratifier le Protocole facultatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (Islande) ;
- 119.14 Ratifier le Protocole facultatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (Espagne) ;
- 119.15 Adresser une invitation permanente aux titulaires de mandat au titre des procédures spéciales (Ukraine) ;
- 119.16 Ratifier le Protocole facultatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (Argentine) ;
- 119.17 Renforcer la coopération avec les mécanismes des droits de l'homme des Nations Unies en vue de combattre toutes les formes de maltraitance à enfant (Arménie) ;
- 119.18 Ratifier le Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (Cabo Verde) ;
- 119.19 Ratifier le Protocole facultatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (Cabo Verde) ;
- 119.20 Ratifier le Protocole facultatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (Canada) ;
- 119.21 Ratifier le Protocole facultatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (Danemark) ;
- 119.22 Ratifier la Convention de 1989 relative aux peuples indigènes et tribaux (n° 169) de l'Organisation internationale du Travail (Danemark) ;

- 119.23 Adresser une invitation permanente aux titulaires de mandat au titre des procédures spéciales, et notamment accepter la visite du Rapporteur spécial sur les droits à la liberté de réunion pacifique et d'association (Finlande) ;
- 119.24 Ratifier le Protocole facultatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (Finlande) ;
- 119.25 Ratifier la Convention de 2011 sur les travailleuses et travailleurs domestiques (n° 189) de l'Organisation internationale du Travail (Gabon) ;
- 119.26 Associer les acteurs de la société civile concernés à l'élaboration d'une législation relative aux défenseurs des droits de l'homme et accorder à ceux-ci une reconnaissance juridique (Allemagne) ;
- 119.27 Renforcer les dispositions législatives relatives à la protection des femmes contre la violence et la discrimination (Allemagne) ;
- 119.28 Adopter et mettre en œuvre une législation visant à protéger et à faciliter le travail des journalistes et des blogueurs (Allemagne) ;
- 119.29 Parachever le processus d'adoption du projet de loi relatif à la police de réserve spéciale et à l'autorité des plaintes de la police municipale (Kenya) ;
- 119.30 Réviser le Code pénal afin de définir spécifiquement la violence domestique, et harmoniser la sanction prévue pour le viol conjugal avec celle prévue pour le viol en général (Îles Marshall) ;
- 119.31 Garantir l'indépendance de la Commission nationale des droits de l'homme et la doter des ressources suffisantes pour s'acquitter de sa mission (Mexique) ;
- 119.32 Engager des réformes en vue d'éliminer toutes les formes de discrimination, y compris la discrimination fondée sur le genre, et réviser le Code pénal afin de dépénaliser les relations sexuelles consenties entre adultes de même sexe (Mexique) ;
- 119.33 Réviser le Code pénal de sorte qu'il définisse la violence domestique et l'érige en infraction, et harmoniser la sanction prévue pour le viol conjugal avec celle qui est prononcée pour le viol en général (Mexique) ;
- 119.34 Doter la Commission nationale des droits de l'homme des ressources financières, humaines et matérielles suffisantes et prévisibles pour lui permettre d'exercer pleinement ses fonctions (Monténégro) ;
- 119.35 Envisager la possibilité d'adopter une loi globale, en consultation avec la société civile et d'autres parties prenantes, visant à prévenir, combattre et sanctionner toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles, y compris les violences domestiques, dans la sphère publique comme dans la sphère privée (Panama) ;
- 119.36 Garantir l'octroi de ressources suffisantes pour soutenir les travaux de la Commission nationale de lutte contre la traite des personnes (Philippines) ;
- 119.37 Veiller à ce que la Commission nationale des droits de l'homme reçoive un financement suffisant et qu'elle ait l'indépendance et l'impartialité requises, conformément aux Principes concernant le statut des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme (Principes de Paris) (Haïti) ;
- 119.38 Réviser le Code pénal afin de décriminaliser les relations sexuelles consenties entre adultes de même sexe, et interdire toute forme de violence et de discrimination fondées sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre (Portugal) ;
- 119.39 Adopter une loi qui supprime de la législation sur la nationalité toute discrimination fondée sur le genre (Sierra Leone) ;
- 119.40 Envisager d'adopter une loi globale visant à prévenir, combattre et sanctionner toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles,

y compris les violences domestiques, dans la sphère publique comme dans la sphère privée (Slovénie) ;

119.41 Appliquer pleinement les dispositions de la Convention concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement, qu'il a ratifiée, consacrer le principe de non-discrimination dans l'ordonnance n° 75-016 et réviser cette ordonnance pour garantir progressivement douze ans d'enseignement primaire et secondaire gratuit et financé par l'État (Afrique du Sud) ;

119.42 Réviser le Code pénal pour ériger la violence domestique en infraction distincte (Islande) ;

119.43 Modifier la loi de 2019 sur les manifestations publiques, ainsi que la loi sur les associations, afin de garantir l'exercice du droit à la liberté de réunion pacifique et d'association, conformément aux normes internationales relatives aux droits de l'homme (Espagne) ;

119.44 Abroger les dispositions du Code pénal qui érigent en infraction les relations homosexuelles entre adultes consentants (Espagne) ;

119.45 Modifier la législation qui viole le droit à la liberté de réunion pacifique, comme la loi n° 2019-010 du 12 août 2019 fixant les conditions d'exercice de la liberté de réunion et de manifestation pacifique publiques, afin de la rendre conforme aux normes internationales relatives aux droits de l'homme (Suisse) ;

119.46 Décriminaliser les relations homosexuelles consenties afin de protéger les droits de l'homme de tous, indépendamment de l'orientation sexuelle ou de l'identité de genre (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) ;

119.47 Réviser la législation actuelle sur la nationalité afin d'éliminer les dispositions susceptibles d'entraîner une discrimination fondée sur le genre, en garantissant que les femmes aient le droit de transmettre leur nationalité à leurs enfants et à leur conjoint au même titre que les hommes à leur épouse (Uruguay) ;

119.48 Envisager d'introduire le principe de la parité des sexes dans le processus actuel de révision de la loi sur la nationalité, afin de réduire les cas d'apatridie (Angola) ;

119.49 Offrir une formation spécialisée sur le droit international des droits de l'homme aux membres du pouvoir judiciaire afin d'harmoniser la législation interne avec les normes internationales et de transposer les normes internationales dans le droit interne (Angola) ;

119.50 Prendre les mesures législatives nécessaires pour interdire expressément toutes les formes de violence contre les enfants et engager systématiquement une action en justice lorsque des cas de maltraitance d'enfants, y compris des cas de violence ou d'exploitation sexuelle, sont confirmés, afin de punir les responsables (Argentine) ;

119.51 Assurer le financement adéquat du mécanisme national de prévention établi au titre du Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (Arménie) ;

119.52 Mettre fin au recours à la torture et à la force excessive de la part des agents de sécurité et des forces de l'ordre, notamment en alignant la définition juridique de la torture sur la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (Australie) ;

119.53 Prendre des mesures législatives visant à prévenir et combattre les violences sexuelles et fondées sur le genre, notamment en veillant à ce que la peine encourue pour le viol conjugal soit à la mesure de la gravité de cet acte, conformément aux autres formes de viol (Australie) ;

- 119.54 Continuer de renforcer le cadre juridique de la prévention de la torture (Bangladesh) ;
- 119.55 Modifier les lois qui restreignent les droits à la liberté d'expression et à la liberté de réunion pacifique et d'association afin de les mettre en conformité avec les normes internationales relatives aux droits de l'homme (Canada) ;
- 119.56 Adopter une législation interdisant la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle, l'identité de genre ou l'expression du genre (Canada) ;
- 119.57 Accélérer la mise en place de la Commission nationale de lutte contre la traite des personnes, créer des mécanismes chargés de repérer les victimes de la traite et appliquer les lois pour sanctionner les auteurs (Tchad) ;
- 119.58 Achever le processus de réforme législative pour mieux intégrer les normes internationales relatives aux droits de l'homme dans la législation interne (République démocratique du Congo) ;
- 119.59 Incorporer pleinement les dispositions du Pacte international relatif aux droits civils et politiques dans la législation interne et dispenser aux fonctionnaires une formation sur cet instrument (République dominicaine) ;
- 119.60 Procéder aux ajustements législatifs nécessaires pour améliorer les conditions de détention et garantir le respect des droits des personnes privées de liberté (République dominicaine) ;
- 119.61 Intensifier les efforts visant à professionnaliser les institutions de défense des droits de l'homme (Éthiopie) ;
- 119.62 Revoir et modifier la législation afin de garantir les droits à la liberté d'expression et de réunion pacifique, en permettant à la population de manifester en toute sécurité, sans crainte d'intimidation ou d'un recours excessif à la force (Irlande) ;
- 119.63 Redoubler d'efforts pour élaborer et renforcer les cadres législatifs nécessaires pour faire face aux problèmes intersectoriels liés à l'environnement, notamment les cadres relatifs aux changements climatiques et à la réduction des risques de catastrophe (Fidji) ;
- 119.64 Assurer un suivi des mesures prises dans le cadre du processus de réforme législative pour mieux intégrer les règles internationales relatives aux droits de l'homme (Géorgie) ;
- 119.65 Adopter des mesures législatives et administratives de lutte contre le travail des enfants (Botswana) ;
- 119.66 Poursuivre les efforts visant à éliminer toutes les formes de violence à l'égard des femmes (Égypte) ;
- 119.67 Introduire, par voie législative, une prohibition expresse et globale de toutes les formes de violence contre les enfants, dans quelque cadre que ce soit (Zambie) ;
- 119.68 Aligner la législation sur les normes internationales relatives à la liberté d'expression et de réunion pacifique (Italie) ;
- 119.69 Dépénaliser l'homosexualité en modifiant le Code pénal (Luxembourg) ;
- 119.70 Prendre des mesures pour protéger les minorités sexuelles contre toutes les formes de violence et de marginalisation (Slovénie) ;
- 119.71 Dépénaliser les relations homosexuelles entre adultes consentants et adopter une législation complète interdisant expressément la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle, l'identité de genre ou l'expression du genre, et les caractéristiques sexuelles (Islande) ;

- 119.72 Renforcer son action visant à promouvoir l'égalité des sexes et à éliminer la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle (Timor-Leste) ;
- 119.73 Renforcer son engagement en faveur des principes d'égalité et de non-discrimination, notamment en dépénalisant rapidement les relations homosexuelles entre adultes consentants (Uruguay) ;
- 119.74 Prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir que les personnes victimes de discrimination en raison de leur orientation sexuelle ou de leur identité de genre, et les organisations qui les défendent, soient protégées (Argentine) ;
- 119.75 Dépénaliser les relations homosexuelles consenties (Australie) ;
- 119.76 Prendre les mesures nécessaires pour renforcer les lois, de manière à ce que l'orientation sexuelle et l'identité de genre figurent parmi les motifs de discrimination proscrits, afin d'éviter que les auteurs d'actes de discrimination fondés sur ces motifs échappent à toute sanction (Chili) ;
- 119.77 Lutter efficacement contre toutes les formes de discrimination, y compris celles fondées sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre, et dépénaliser les relations homosexuelles (France) ;
- 119.78 Mettre en place des mécanismes officiels efficaces pour protéger et promouvoir les droits des personnes atteintes d'albinisme (Gabon) ;
- 119.79 Dépénaliser les relations homosexuelles entre adultes consentants et lutter contre la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre (Italie) ;
- 119.80 Continuer de mobiliser des ressources et de solliciter l'aide de la communauté internationale dont le pays a besoin pour promouvoir et protéger les droits de l'homme (Nigéria) ;
- 119.81 Signer la Déclaration sur les enfants, les jeunes et l'action climatique (Panama) ;
- 119.82 Adopter et mettre en œuvre des mesures visant à protéger adéquatement la population contre les risques de catastrophes naturelles inévitables en raison des changements climatiques (Haïti) ;
- 119.83 Poursuivre la mise en œuvre de la feuille de route du Plan national de développement pour la période 2020-2025, afin de garantir, entre autres, que davantage d'emplois soient créés pour les jeunes et que le niveau de vie de la population continue de s'améliorer (République-Unie de Tanzanie) ;
- 119.84 Envisager d'élaborer un plan d'action national concernant les droits de l'homme qui porte notamment sur le secteur des entreprises (Indonésie) ;
- 119.85 Continuer d'améliorer les conditions de détention, notamment en envisageant des peines de substitution à la détention et en améliorant les conditions médicales et sanitaires (Allemagne) ;
- 119.86 Régler le problème de la surpopulation carcérale afin de garantir le respect des droits fondamentaux des détenus (Sierra Leone) ;
- 119.87 Appliquer l'Ensemble de règles minima des Nations Unies pour le traitement des détenus (Règles Nelson Mandela) afin d'améliorer les conditions de détention (Suisse) ;
- 119.88 Veiller à ce que les membres des forces de l'ordre se voient dispenser chaque année une formation sur le respect des droits de l'homme, en particulier sur les restrictions prévues par le droit international et le droit interne concernant le recours à la torture et à d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants dans les lieux de détention (États-Unis d'Amérique) ;
- 119.89 Prendre des mesures pour que les droits constitutionnels des détenus soient respectés et permettre aux organisations humanitaires et de défense des

droits de l'homme de rendre visite aux détenus pour veiller à ce qu'ils soient bien traités (États-Unis d'Amérique)⁴ ;

119.90 Continuer d'améliorer les conditions de détention et le traitement des personnes détenues, éventuellement en recourant aussi à la coopération bilatérale et internationale (Indonésie) ;

119.91 Envisager d'adopter des mesures pour réaffirmer l'interdiction absolue de la torture, en condamnant sa pratique et en diffusant les dispositions du Code pénal (Chili) ;

119.92 Poursuivre les efforts visant à réformer et à développer le système pénitentiaire et à réduire la surpopulation carcérale de manière à ce que le taux d'occupation des prisons soit compatible avec les normes internationales en matière de droits de l'homme, et prendre toutes les mesures nécessaires pour rendre la justice et lutter contre l'impunité (Libye) ;

119.93 Poursuivre les mesures visant à lutter contre l'impunité et à offrir une réparation aux victimes d'actes de torture et de mauvais traitements (Luxembourg) ;

119.94 Mener dans les meilleurs délais des enquêtes complètes sur les actes de torture commis par le passé et faire en sorte que les victimes aient accès à des recours utiles (Îles Marshall) ;

119.95 Intensifier les efforts pour enquêter sur toutes les allégations de torture et de mauvais traitements et pour traduire les auteurs en justice (Ghana) ;

119.96 Redoubler d'efforts pour développer les capacités des fonctionnaires de justice en matière de droits de l'homme (Mozambique) ;

119.97 Mener rapidement des enquêtes approfondies et impartiales sur tous les cas dans lesquels des défenseurs des droits de l'homme, des journalistes ou toute personne exprimant une opinion dissidente auraient fait l'objet d'une arrestation et d'une détention arbitraires, d'actes d'intimidation, de menaces, de harcèlement et d'une agression, et traduire les auteurs en justice (Pays-Bas) ;

119.98 Enquêter sur les cas de détention arbitraire et de mauvais traitements à l'égard de personnes exerçant leurs droits civils et politiques lors de manifestations (Pologne) ;

119.99 Mettre en place des mécanismes efficaces pour prévenir les violations des droits de l'homme commises par les forces de sécurité et enquêter sur celles-ci, et pour identifier les responsables et les traduire en justice, notamment en modifiant le décret n° 2013-013 régissant l'emploi de la force (Suisse) ;

119.100 Veiller à ce que toutes les allégations d'arrestation arbitraire, de détention et de torture donnent lieu sans délai à une enquête impartiale et approfondie et à ce que les auteurs soient traduits en justice (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) ;

119.101 Poursuivre les efforts visant à renforcer le système judiciaire, en particulier l'indépendance du pouvoir judiciaire et l'accès à la justice, notamment pour les personnes vulnérables (Algérie) ;

119.102 Interdire absolument la torture, condamner publiquement cette pratique et veiller à ce que les auteurs présumés soient dûment poursuivis et, s'ils sont reconnus coupables, condamnés à des peines proportionnées à la gravité de leurs actes (Argentine) ;

⁴ La recommandation, telle qu'elle a été lue au cours du dialogue, était la suivante : « Prendre des mesures pour que les droits constitutionnels des prisonniers politiques soient respectés et permettre aux organisations humanitaires et de défense des droits de l'homme de rendre visite à ces détenus pour veiller à ce qu'ils soient bien traités. ».

119.103 Poursuivre la mise en œuvre des réformes du système judiciaire et de l'administration pénitentiaire (Azerbaïdjan) ;

119.104 Prendre de nouvelles mesures pour combattre la corruption en mettant en place des programmes de formation et de sensibilisation aux coûts économiques et sociaux de la corruption (Indonésie) ;

119.105 Donner des instructions claires aux responsables des forces de sécurité sur l'interdiction absolue de la torture et son incrimination, et charger le ministère public d'enquêter sur toute allégation de torture et d'engager des poursuites contre les auteurs (Belgique) ;

119.106 Continuer de promouvoir des réformes visant à améliorer l'efficacité, l'accessibilité, la transparence et l'équité du système judiciaire (République dominicaine) ;

119.107 Veiller à ce que toutes les personnes, y compris les défenseurs des droits de l'homme, qui ont été détenues arbitrairement sans jugement soient libérées et à ce que les allégations de torture fassent l'objet d'une enquête (Irlande) ;

119.108 Redoubler d'efforts pour combattre la violence à l'égard des femmes et des enfants et la violence motivée par l'orientation sexuelle et l'identité de genre, notamment en prenant des mesures de prévention de la violence et de soutien aux victimes survivantes et en supprimant les obstacles à l'accès à la justice (Fidji) ;

119.109 Veiller au respect de l'état de droit, notamment en renforçant l'indépendance du pouvoir judiciaire, en améliorant les conditions de détention et en adoptant un nouveau Code de procédure pénale (France) ;

119.110 Adopter une stratégie nationale de lutte contre la corruption pour faire en sorte que tous les actes de corruption fassent l'objet d'enquêtes indépendantes et impartiales et que les auteurs soient traduits en justice (Maldives) ;

119.111 Libérer toutes les personnes qui demeurent détenues pour avoir manifesté pacifiquement et exercé leur liberté d'expression (Îles Marshall) ;

119.112 Modifier les lois qui restreignent le droit à la liberté de réunion pacifique, comme le Code pénal et la loi n° 2011-010 fixant les conditions d'exercice de la liberté de réunion et de manifestation pacifique publiques, et les mettre en conformité avec les normes internationales et régionales relatives aux droits de l'homme, notamment en supprimant les dispositions qui érigent en infraction pénale l'organisation de manifestations pacifiques et la participation à celles-ci (Pays-Bas) ;

119.113 Garantir que le droit à la liberté d'expression et la liberté des médias puissent s'exercer sans restrictions injustifiées, en harmonisant la législation applicable avec les normes internationales relatives aux droits de l'homme, notamment en ce qui concerne l'infraction de diffamation, et protéger les journalistes et leurs activités (Espagne) ;

119.114 Maximiser la promotion et la protection du droit à la liberté d'expression (Timor-Leste) ;

119.115 Protéger le droit à la liberté d'expression et de réunion pacifique, quelles que soient les convictions politiques ou l'affiliation politique (États-Unis d'Amérique) ;

119.116 Redoubler d'efforts pour créer un environnement sûr et propice aux activités de la société civile et exempt d'actes d'intimidation et de représailles, notamment en supprimant les mesures qui restreignent de manière injustifiée l'enregistrement officiel des organisations non gouvernementales et l'exercice des droits à la liberté d'association et d'expression (Uruguay) ;

119.117 Garantir la liberté d'expression et de réunion en supprimant les dispositions législatives qui limitent la liberté d'expression et les manifestations publiques, et faire en sorte que la société civile, les défenseurs des droits de l'homme et les journalistes puissent agir dans un environnement sûr et favorable (Australie) ;

119.118 Prendre des mesures pour promouvoir un environnement sûr, respectueux et favorable à la société civile, notamment en abolissant les dispositions juridiques et administratives qui restreignent indûment la liberté d'association (Belgique) ;

119.119 Prendre des mesures pour garantir la liberté de conscience, de religion et d'association (Brésil) ;

119.120 Protéger les libertés fondamentales, notamment la liberté d'expression et la liberté des médias, et lutter contre les arrestations arbitraires (France) ;

119.121 Poursuivre les efforts pour s'attaquer au problème posé par l'acceptation sociale du travail des enfants, notamment les pratiques, les coutumes et les croyances traditionnelles pouvant donner lieu à la maltraitance et à l'exploitation d'enfants, y compris à des situations proches de l'esclavage (Liban) ;

119.122 Redoubler d'efforts pour lutter contre le travail et la traite des enfants (Libye) ;

119.123 Renouveler le plan d'action national de lutte contre la traite des êtres humains et mettre en place une commission nationale correspondante, notamment pour prévenir l'utilisation du travail des enfants (Luxembourg) ;

119.124 Redoubler d'efforts pour réduire sensiblement les cas de traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants (Mali) ;

119.125 Poursuivre les efforts visant à lutter contre le travail forcé des enfants afin de permettre à ceux-ci d'exercer tous leurs droits (Mauritanie) ;

119.126 Redoubler d'efforts pour organiser des campagnes de sensibilisation et des activités de renforcement des capacités à l'intention des responsables chargés de la lutte contre la traite et le travail des enfants, en particulier les pires formes de travail des enfants (Philippines) ;

119.127 Intensifier la lutte contre la torture et la traite des personnes (Ukraine) ;

119.128 Mettre en œuvre une stratégie globale pour lutter contre la maltraitance d'enfants et ériger en infraction pénale les formes contemporaines d'esclavage, notamment la traite des êtres humains, le travail forcé et le mariage forcé, conformément aux normes internationales (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) ;

119.129 Poursuivre les efforts déployés pour mettre en œuvre des projets et programmes visant à lutter contre la pauvreté et élaborer un plan de lutte contre la pandémie de COVID-19 (Yémen) ;

119.130 Élargir la portée des inspections du travail aux ménages ordinaires afin d'augmenter le nombre d'inspections auxquelles sont soumis les employeurs qui exploitent le travail des enfants, en particulier dans le domaine du travail domestique (Belgique) ;

119.131 S'attaquer sérieusement à toute pratique qui pourrait être assimilée à une forme d'esclavage (Congo) ;

119.132 Allouer les ressources humaines, techniques et financières nécessaires à la mise en œuvre effective des politiques et des procédures de lutte contre la traite des personnes, en mettant l'accent sur la traite des femmes et des enfants (Fidji) ;

- 119.133 Poursuivre les efforts visant à atténuer la pauvreté et à améliorer le sort des groupes sociaux vulnérables (Nigéria) ;
- 119.134 Continuer de prendre des mesures visant à promouvoir l'inclusion et la protection sociales, en particulier pour les couches les plus marginalisées de la société (Pakistan) ;
- 119.135 Poursuivre les efforts visant à lutter contre la pauvreté et à renforcer la résilience des communautés les plus vulnérables (Arabie saoudite) ;
- 119.136 Continuer de favoriser l'autonomisation économique des groupes vulnérables grâce à des programmes nationaux de protection sociale et d'inclusion financière (Sri Lanka) ;
- 119.137 Poursuivre les mesures visant à promouvoir le droit à l'éducation, à la santé et à la protection sociale (Tunisie) ;
- 119.138 Prendre des mesures pour améliorer la vie sociale des personnes atteintes d'albinisme (Ukraine) ;
- 119.139 Continuer de renforcer les politiques judicieuses dans le domaine des droits économiques, sociaux et culturels afin d'améliorer la qualité de la vie de la population, en particulier celle des groupes les plus vulnérables (République bolivarienne du Venezuela) ;
- 119.140 Poursuivre la mise en œuvre des mesures visant à réduire la pauvreté et à améliorer les résultats scolaires des enfants (Viet Nam) ;
- 119.141 Continuer de prendre des mesures pour atténuer les difficultés socioéconomiques liées à la pandémie de COVID-19, avec l'aide de la communauté internationale (Bangladesh) ;
- 119.142 Continuer de renforcer les politiques et les programmes qui visent à promouvoir des emplois productifs et le travail décent (Barbade) ;
- 119.143 Continuer de promouvoir un développement économique et social durable afin d'améliorer le niveau de vie de la population (Chine) ;
- 119.144 Intégrer une approche fondée sur les droits de l'homme dans l'élaboration d'une politique nationale de protection sociale pour la période 2020-2029 qui viserait à universaliser la protection sociale, et veiller à ce que des ressources suffisantes soient disponibles pour la mise en œuvre cette politique (Maldives) ;
- 119.145 Adapter la réglementation pour garantir l'accès aux services de santé sexuelle et reproductive et à une éducation sexuelle complète pour les hommes, les femmes, les filles et les garçons dans tout le pays (Luxembourg) ;
- 119.146 Mettre en place un système durable de responsabilité sociale pour les services de santé publique et lui apporter un soutien efficace, afin de garantir des soins préventifs et curatifs de qualité pour tous (Ghana) ;
- 119.147 Continuer d'atténuer les répercussions socioéconomiques néfastes de la pandémie de COVID-19 sur les personnes vulnérables (Mozambique) ;
- 119.148 Redoubler d'efforts pour assurer la mise en œuvre intégrale du Plan national de développement sanitaire, conformément aux objectifs de développement durable (Qatar) ;
- 119.149 Continuer de renforcer le système de soins de santé et veiller à ce qu'il soit doté de ressources suffisantes (Singapour) ;
- 119.150 Veiller à ce que des fonds suffisants soient alloués à l'éducation sur le VIH/sida dans l'enseignement secondaire, en renforçant les activités de prévention auprès des jeunes et en ciblant les adolescents issus des groupes les plus vulnérables (Afrique du Sud) ;

- 119.151 Garantir l'accès universel et sans risque à l'avortement et le droit de bénéficier d'autres services de santé sexuelle et reproductive (Islande) ;
- 119.152 Veiller à ce que des fonds suffisants soient alloués aux programmes d'éducation sur le VIH/sida dans l'enseignement secondaire, afin de renforcer la prévention de cette maladie et de lutter contre la stigmatisation et la discrimination, en accordant une attention particulière aux adolescents en situation de vulnérabilité accrue (Uruguay) ;
- 119.153 Redoubler d'efforts pour réduire la mortalité maternelle et infantile (Arménie) ;
- 119.154 Étendre les mesures destinées à réduire au minimum les répercussions négatives de la pandémie dans le pays et continuer d'assurer le bien-être de la population (Cuba) ;
- 119.155 Renforcer les actions et les plans mis en place au sein du système de santé afin de continuer de réduire sensiblement la mortalité maternelle et infantile dans tout le pays (Cuba) ;
- 119.156 Prendre des mesures pour intégrer l'éducation aux droits de l'homme dans les modules de formation destinés aux membres des forces de l'ordre (Pakistan) ;
- 119.157 Mettre en œuvre l'engagement pris lors du Sommet de Nairobi sur la Conférence internationale sur la population et le développement de continuer d'améliorer l'accès à une éducation inclusive de qualité et à un emploi décent pour les jeunes, l'autonomisation des femmes et l'équité de genre constituant les éléments essentiels permettant de tirer parti du dividende démographique à des fins de développement (Panama) ;
- 119.158 Poursuivre les efforts visant à augmenter le taux de scolarisation des filles et des enfants les plus vulnérables (Sénégal) ;
- 119.159 Renforcer les initiatives nationales en matière d'éducation et de formation aux droits de l'homme (Sri Lanka) ;
- 119.160 Continuer l'action engagée pour renforcer la sensibilisation des membres de la société civile et des membres des forces de l'ordre à l'importance de cours ou de formations aux droits de l'homme (Algérie) ;
- 119.161 Orienter l'action future sur le droit à l'éducation pour les filles, en particulier celles qui vivent dans les zones rurales (Tunisie) ;
- 119.162 Continuer de prendre des mesures pour élargir l'accès à l'éducation et pour améliorer la qualité de l'enseignement (Azerbaïdjan) ;
- 119.163 Continuer d'élargir l'accès à l'éducation, d'améliorer la qualité de l'enseignement et des formations et de renforcer les indicateurs de performance du système éducatif (Barbade) ;
- 119.164 S'attaquer aux disparités entre filles et garçons à partir du niveau secondaire et jusqu'à l'enseignement supérieur et promouvoir l'égalité en matière de mariage et de liens familiaux (Brésil) ;
- 119.165 Augmenter les moyens alloués aux écoles des zones rurales afin de réduire davantage le taux d'abandon scolaire (Chine) ;
- 119.166 Assurer la gratuité de l'enseignement primaire, augmenter le taux de scolarisation et réduire le taux d'abandon scolaire (Côte d'Ivoire) ;
- 119.167 Abroger la circulaire 8478/MEN-RS, qui interdit aux élèves enceintes d'aller à l'école (Côte d'Ivoire) ;
- 119.168 Poursuivre l'action visant à élever les taux de scolarisation et d'achèvement des études dans l'enseignement primaire et secondaire (Cuba) ;

- 119.169 Redoubler d'efforts pour renforcer le droit à une éducation de qualité pour tous, en mettant en place des mesures visant à élargir l'accès des filles à l'enseignement secondaire et supérieur (Djibouti) ;
- 119.170 Concevoir différents mécanismes pour instaurer une culture des droits de l'homme au niveau individuel (Éthiopie) ;
- 119.171 Redoubler d'efforts pour améliorer l'accès à l'éducation (Géorgie) ;
- 119.172 Élaborer des mécanismes chargés de renforcer l'égalité d'accès des personnes atteintes d'albinisme au système éducatif et leur insertion dans le système scolaire, et solliciter, au besoin, le soutien technique du HCDH (Botswana) ;
- 119.173 Poursuivre les efforts visant à permettre aux femmes d'accéder à des postes de direction en politique, tant dans le secteur public que dans le secteur privé (Kenya) ;
- 119.174 Poursuivre l'action et la campagne de sensibilisation visant à éradiquer les mutilations génitales féminines (Liban) ;
- 119.175 Développer de nouvelles stratégies d'intervention pour éradiquer les mutilations génitales féminines, notamment pendant la pandémie de COVID-19 (Îles Marshall) ;
- 119.176 Œuvrer en faveur de l'abolition de toutes les formes de mariage précoce et forcé, notamment en portant l'âge minimum du mariage à 18 ans (Maurice) ;
- 119.177 Renforcer la coordination au niveau national pour lutter encore plus efficacement contre la violence domestique (Maurice) ;
- 119.178 Mettre en œuvre des stratégies efficaces visant à renforcer l'égalité des sexes dans la vie politique et publique (Népal) ;
- 119.179 Renforcer davantage les mesures de protection des femmes contre toutes les formes de violence, y compris la violence domestique (Philippines) ;
- 119.180 Élaborer et soutenir des programmes visant à garantir aux femmes et aux filles l'égalité d'accès aux organes de décision et à des possibilités d'éducation et à des perspectives économiques (Sierra Leone) ;
- 119.181 Renforcer les mesures visant à promouvoir l'égalité des sexes dans la société, notamment en menant des campagnes publiques de sensibilisation et en luttant contre toute pratique discriminatoire en vigueur (Singapour) ;
- 119.182 Prendre de nouvelles mesures pour lutter contre la violence domestique et les autres formes de violence à l'égard des femmes et des filles (Singapour) ;
- 119.183 Éradiquer la pratique des mutilations génitales féminines par une mise en œuvre effective de la loi (Islande) ;
- 119.184 Mettre en place des mécanismes efficaces de protection des femmes et des filles victimes de violences fondées sur le genre, d'infractions à caractère sexuel ou de mutilations génitales féminines, notamment des mécanismes d'aide, de dépôt de plainte et d'enquête (Espagne) ;
- 119.185 Poursuivre les efforts visant à prévenir et combattre toutes les formes de violence à l'égard des femmes et promouvoir l'égalité des sexes (Tunisie) ;
- 119.186 Assurer une application efficace des lois en vigueur interdisant la violence fondée sur le genre (Ukraine) ;
- 119.187 Envisager de renforcer les mesures prises pour combattre les violences à l'égard des femmes (Inde) ;

119.188 Poursuivre les efforts visant à renforcer la législation et le suivi des programmes d'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (Inde) ;

119.189 Poursuivre la mise en œuvre des programmes nationaux visant à promouvoir la protection, les intérêts et l'épanouissement des femmes et à assurer l'égalité des sexes (Ouzbékistan) ;

119.190 Continuer de promouvoir l'égalité des sexes, de lutter contre les violences sexuelles et fondées sur le genre et d'intensifier les politiques visant à réduire les disparités entre hommes et femmes (Viet Nam) ;

119.191 Intensifier les mesures visant à assurer l'égalité des sexes et promouvoir la participation des femmes à la vie politique (Azerbaïdjan) ;

119.192 Renforcer davantage les mécanismes juridiques et institutionnels visant à autonomiser les femmes et à mettre fin aux discriminations dont elles sont victimes (Bangladesh) ;

119.193 Prendre des mesures supplémentaires pour garantir aux femmes des conditions de travail sûres et améliorer le système de soins de santé maternelle et infantile (Bulgarie) ;

119.194 Poursuivre les efforts déployés en vue de l'éradication totale des mutilations génitales féminines, en particulier pendant la pandémie de COVID-19 (Burkina Faso) ;

119.195 Renforcer les mesures visant à combattre la violence domestique à l'égard des femmes et le mariage forcé (Iraq) ;

119.196 Intensifier les efforts visant à prévenir et à combattre toutes les formes de violence à l'égard des femmes (Chili) ;

119.197 Continuer de mettre réellement en œuvre des mesures de lutte contre la violence à l'égard des femmes (Djibouti) ;

119.198 Lutter contre la violence et la discrimination à l'égard des filles et des femmes et poursuivre les efforts visant à assurer une meilleure participation des femmes à la gouvernance du pays (France) ;

119.199 Redoubler d'efforts pour prévenir et combattre toutes les formes de violence à l'égard des femmes (Zambie) ;

119.200 Intensifier les mesures visant à combattre toutes les formes de discrimination et de violence à l'égard des femmes et des filles, y compris la violence domestique et les pratiques préjudiciables comme les mariages d'enfants, les mariages précoces, les mariages forcés et les mutilations génitales féminines (Italie) ;

119.201 Continuer de prendre les mesures nécessaires pour mettre fin au travail des enfants sous toutes ses formes (Kenya) ;

119.202 Mener une campagne nationale d'information sur l'incrimination du travail des enfants, du mariage des enfants et d'autres pratiques préjudiciables (Monténégro) ;

119.203 Renforcer les mesures propres à assurer l'efficacité du système d'enregistrement des faits d'état civil, en particulier du système d'enregistrement des naissances (Mozambique) ;

119.204 Continuer de prendre des mesures pour mettre fin au travail des enfants, au mariage d'enfants et à d'autres pratiques préjudiciables (Népal) ;

119.205 Intensifier les efforts pour abolir le travail des enfants, y compris dans le secteur du travail domestique (Pologne) ;

119.206 Mener des campagnes nationales d'information sur l'incrimination du travail des enfants, du mariage des enfants, du mariage précoce, du mariage

forcé et d'autres pratiques préjudiciables, en vue de mettre un terme à ces coutumes (Portugal) ;

119.207 Prendre les autres mesures nécessaires dans les domaines de la formation technique et professionnelle et de l'emploi des jeunes, y compris dans le secteur agricole (Qatar) ;

119.208 Adopter de nouvelles mesures pour lutter contre les pires formes de travail des enfants (Qatar) ;

119.209 Poursuivre l'action menée dans le domaine de la promotion et de la protection des droits des enfants, en particulier des filles (Arabie saoudite) ;

119.210 Mettre en œuvre un plan effectif de réduction des taux de mortalité maternelle et infantile et garantir à tous les enfants un enregistrement effectif à la naissance, ainsi qu'un accès égal à l'éducation, aux soins de santé et aux autres services sociaux, y compris aux enfants non enregistrés ou ne possédant pas de certificat de naissance (Serbie) ;

119.211 Continuer de s'employer à renforcer les mesures de promotion et de protection des droits de l'enfant, en particulier des jeunes filles, notamment en ce qui concerne le travail des enfants et le mariage d'enfants (Afrique du Sud) ;

119.212 Promouvoir davantage les droits de l'enfant, notamment en améliorant l'accès à l'éducation et en continuant d'obtenir les résultats remarquables atteints en matière de scolarisation des filles (Sri Lanka) ;

119.213 Continuer de prendre des mesures pour lutter contre l'emploi d'enfants comme domestiques (Inde) ;

119.214 Continuer s'employer à promouvoir et à soutenir les droits des enfants et des jeunes (Ouzbékistan) ;

119.215 Sensibiliser aux droits de l'enfant et continuer de doter les acteurs du secteur d'un cadre référentiel et d'orientation en matière de protection de l'enfant (Barbade) ;

119.216 Intensifier la lutte contre toutes les formes de mariage précoce et forcé, en renforçant les activités de sensibilisation menées en milieu rural sur les effets néfastes de ces pratiques (Burkina Faso) ;

119.217 Organiser systématiquement des programmes de formation, de sensibilisation et d'information axés sur les lois et règlements en vigueur en matière de travail des enfants à l'intention des acteurs concernés (Tchad) ;

119.218 Intensifier les mesures visant à prévenir le travail des enfants, notamment en lançant des campagnes de sensibilisation dans ce domaine au niveau national (Iraq) ;

119.219 Redoubler d'efforts pour lutter contre le travail des enfants (Congo) ;

119.220 Poursuivre les efforts visant à achever l'élaboration de la politique nationale de protection de l'enfance (Géorgie) ;

119.221 Veiller à abolir toutes les formes de mariage précoce et forcé, notamment en envisageant de porter l'âge minimum du mariage à 18 ans pour les filles (Zambie) ;

119.222 Prendre des mesures supplémentaires pour abolir le travail des enfants (Italie) ;

119.223 Envisager l'adoption d'une législation visant à prévenir la discrimination dans l'emploi dont sont victimes les personnes handicapées (Bulgarie) ;

119.224 Poursuivre les progrès réalisés dans l'élimination de l'apatridie conformément au plan national élaboré à cet effet (Tunisie).

120. Toutes les conclusions et recommandations figurant dans le présent rapport reflètent la position de l'État ou des États dont elles émanent ou de l'État objet de l'Examen. Elles ne sauraient être considérées comme ayant été approuvées par le Groupe de travail dans son ensemble.

Annexe

Composition de la délégation

La délégation de Togo était présidée par S.E. Dr. Christian Eninam TRIMUA, Ministre des droits de l'homme, de la formation à la citoyenneté et des relations avec les institutions de la République :

- Prof. AYEWOADAN Akodah, Ministre de la Communication et des Médias, Porte-parole du Gouvernement ;
- Son Excellence Monsieur Yackoley Kokou JOHNSON, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, Représentant permanent de la Mission permanente du Togo auprès de l'Office des Nations Unies, de l'organisation mondiale du commerce et des autres organisations internationales à Genève ;
- Honorable Yobate KOLANI épse BAKALI, Premier rapporteur de la Commission des droits de l'homme de l'Assemblée nationale ;
- Honorable Torou TETOU, Membre de la Commission des droits de l'homme de l'Assemblée nationale ;
- Monsieur Baoubadi BAKAI, Directeur de cabinet du ministre de l'Administration territoriale, de la décentralisation et du développement des territoires ;
- Monsieur Adjawè DJERI, Directeur de cabinet du ministre chargé des droits de l'homme, de la formation à la citoyenneté et des relations avec les institutions de la République ;
- Madame Sahadatou ABIRANGAO, Attachée de cabinet du ministre chargé des droits de l'homme, de la formation à la citoyenneté et des relations avec les institutions de la République ;
- Monsieur Kpatchaa MELEOU, Chef d'escadron, Conseiller juridique du ministre de la sécurité et de la protection civile ;
- Monsieur KOYE Akila, Conseiller en communication du Ministre des droits de l'homme, de la formation à la citoyenneté et des relations avec les institutions de la République ;
- Médecin Commandant MOUZOU Tchilalo, médecin militaire au ministère des armées ;
- Monsieur Abdou Gafaou AKPAOU, Directeur de la législation et de la protection des droits de l'homme au ministère des droits de l'homme, de la formation à la citoyenneté et des relations avec les institutions de la République ;
- Madame Bénédicte Koudjoukalo GNANSA, Directrice de l'assistance à l'enfant en difficulté au ministère de l'action sociale de la promotion de la femme et de l'alphabétisation ;
- Monsieur Akibou IDRISOU, Directeur de l'administration pénitentiaire et de la réinsertion ;
- Monsieur Tmanawoe TAZO, premier Conseiller à la Mission permanente du Togo auprès de l'Office des Nations Unies, de l'organisation mondiale du commerce et des autres organisations internationales à Genève ;
- Monsieur Agbessi Togbé ALANGUE, deuxième Conseiller à la Mission permanente du Togo auprès de l'Office des Nations Unies, de l'organisation mondiale du commerce et des autres organisations internationales à Genève ;
- Madame Amavi Mawoussi GBEGBE, deuxième Conseiller à la Mission permanente du Togo auprès de l'Office des Nations Unies, de l'organisation mondiale du commerce et des autres organisations internationales à Genève ;

- Monsieur Essowaza BELEI, Chef division du personnel administratif, technique et d'encadrement au ministère des enseignements primaire, secondaire, technique et de l'artisanat ;
 - Madame Yawa AKONTOM, Chef division de la formation et renforcement des capacités du personnel au ministère de la santé, de l'hygiène Publique et de l'Accès Universel aux Soins.
-